

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1969 Nr. 162

---

---

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg, enerzijds, en de Republiek Boven-Volta, anderzijds, inzake de afschaffing van de visumplicht; Ouagadougou, 10 december 1968*

B. TEKST

**Accord entre les pays du Benelux et la Haute-Volta  
relatif à la suppression du visa**

Les Gouvernements des Etats du Benelux, agissant en commun en vertu de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles, le 11 avril 1960,

et

Le Gouvernement de la République de Haute-Volta,

Désireux de simplifier les formalités relatives à la circulation de leurs ressortissants et de les mettre en concordance avec la réglementation résultant du transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux,

Sont convenus de ce qui suit:

**Article 1**

Aux termes du présent Accord, il faut entendre:

par „les pays du Benelux”, le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas; par „le territoire du Benelux”, l'ensemble des territoires en Europe du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas.

## Article 2

Les ressortissants des pays du Benelux titulaires d'un passeport en cours de validité pourront se rendre en Haute-Volta pour une durée maximum de 90 jours par toutes voies et quel que soit le pays de départ, sans être astreints à l'obtention d'un visa d'entrée et sans qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé.

Sous réserve des dispositions de l'Article 6, il est entendu que l'abolition du visa dispense les ressortissants des pays du Benelux de l'obligation éventuelle d'obtenir un laissez-passer ou de se soumettre à une formalité quelconque pour sortir de la Haute-Volta.

## Article 3

Les ressortissants voltaïques titulaires d'un passeport en cours de validité pourront se rendre dans le territoire du Benelux pour une durée maximum de 90 jours, par toutes voies et quel que soit le pays de départ, sans être astreints à l'obtention d'un visa d'entrée, et sans qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé.

Sous réserve des dispositions de l'Article 6, il est entendu que l'abolition du visa dispense les ressortissants voltaïques de l'obligation de se soumettre à une formalité quelconque pour sortir du territoire du Benelux.

## Article 4

Les ressortissants des pays du Benelux désirant séjourner en Haute-Volta pendant une période supérieure à 90 jours ou pour y exercer une activité rémunérée, devront obtenir au préalable un visa qui sera délivré gratuitement et conformément aux règlements en vigueur par les autorités diplomatiques ou consulaires voltaïques compétentes, sans toutefois qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé.

## Article 5

Les ressortissants voltaïques désirant séjourner dans un des pays du Benelux pendant une période supérieure à 90 jours ou pour y exercer une activité rémunérée devront obtenir, au préalable, un visa qui sera délivré gratuitement et conformément aux règlements en vigueur par les autorités diplomatiques ou consulaires compétentes du pays où ils se rendent, sans toutefois qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé.

## Article 6

Sauf en ce qui concerne les dispositions qui précèdent, il est entendu que la dispense de l'obtention de visa n'exempte pas les ressortissants des pays du Benelux et les ressortissants voltaïques de l'obligation de se conformer aux lois et règlements nationaux sur les étrangers en ce qui concerne l'entrée et le séjour, l'établissement ainsi que l'autorisation d'exercer une activité lucrative, indépendante ou rémunérée.

## Article 7

Chaque Gouvernement se réserve le droit de refuser l'accès de son pays aux personnes qui ne possèdent pas les documents d'entrée requis ou qui ne disposent pas de moyens de subsistance suffisants ou de la possibilité de les acquérir par un travail légalement autorisé ou qui sont signalées comme indésirables ou considérées comme pouvant compromettre la tranquillité publique, l'ordre public ou la sécurité nationale.

## Article 8

Les ressortissants des pays du Benelux résidant en Haute-Volta pourront quitter le pays pour une période maximum de 90 jours, sans autre formalité que la présentation de leur passeport national valable, et y revenir sans avoir à obtenir au préalable un visa de retour, sans qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé.

Ils doivent, au préalable, obtenir un visa de retour s'ils ont l'intention de s'absenter de la Haute-Volta pendant plus de 90 jours.

## Article 9

Les ressortissants voltaïques résidant dans un des pays du Benelux pourront quitter ce pays et y revenir sans avoir à obtenir au préalable un visa de retour, sans qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé, sous réserve d'être en possession d'un passeport national valable et à la condition que leur titre de séjour dans un des pays du Benelux soit toujours valable.

## Article 10

Chaque Gouvernement s'engage à réadmettre sur son territoire, à tout moment et sans formalités :

- a. ses ressortissants qui sont entrés sur le territoire de l'autre partie contractante;
- b. les personnes qui sont entrées sur ce territoire sous le couvert d'un passeport national valable, délivré par les autorités belges, luxembourgeoises, néerlandaises, ou voltaïques, même si la nationalité est contestée.

## Article 11

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, l'application du présent Accord peut être étendue au Surinam et aux Antilles néerlandaises par une notification du Gouvernement des Pays-Bas au Gouvernement de la République de Haute-Volta.

## Article 12

Le présent Accord entrera en vigueur le 1er janvier 1969, pour une durée d'une année. S'il n'a pas été dénoncé 30 jours avant la fin de cette période, l'Accord sera considéré comme prolongé pour une durée indéterminée. Après la première période d'une année, chacun des Gouvernements signataires pourra le dénoncer moyennant un préavis de 30 jours adressé au Gouvernement belge.

La dénonciation par un seul des Gouvernements signataires entraînera l'abrogation de l'Accord.

Le Gouvernement belge avisera les autres Gouvernements signataires de la réception de la notification mentionnée au présent article.

#### Article 13

Sauf en ce qui concerne l'article 10, l'application du présent Accord peut être suspendue par l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

La suspension devra être notifiée immédiatement par la voie diplomatique au Gouvernement belge. Ce Gouvernement avisera les autres Gouvernements signataires de la réception de cette notification. Il en sera de même dès que la mesure en question sera levée.

EN FOI DE QUOI les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à Ouagadougou, en 4 exemplaires, en langue française.

Ouagadougou, le 10 décembre 1968

Pour le Benelux:

Pour le Gouvernement de  
Haute-Volta:

Pour le Gouvernement belge:

(s.) MALICK ZOROMÉ

(s.) M. G. WALRAVENS

Pour le Gouvernement luxembourgeois:

(s.) A. J. VAN DER MAADE

Pour le Gouvernement néerlandais:

(s.) A. J. VAN DER MAADE

#### C. VERTALING

#### **Overeenkomst tussen de Beneluxlanden en Boven-Volta inzake de afschaffing van de visumplicht**

De Regeringen van de Beneluxlanden, gezamenlijk optredende op grond van de op 11 april 1960 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied,

en

De Regering van de Republiek Boven-Volta,

Verlangende de formaliteiten met betrekking tot het reisverkeer van hun onderdanen te vereenvoudigen en in overeenstemming te brengen met de regelingen, voortvloeiende uit de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied

Zijn het volgende overeengekomen :

#### Artikel 1

In deze Overeenkomst wordt verstaan :

onder „de Beneluxlanden” : het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden; onder „het Beneluxgebied” : de gezamenlijke grondgebieden in Europa van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden.

#### Artikel 2

Onderdanen van de Beneluxlanden, die in het bezit zijn van een geldig paspoort, mogen ongeacht het land van vertrek en de te volgen reisroute Boven-Volta binnenkomen voor een verblijf van ten hoogste 90 dagen, zonder dat zij in het bezit behoeven te zijn van een inreisvisum en zonder dat borgstelling kan worden geëist.

Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 6 is het wel te verstaan dat de afschaffing van het visum de onderdanen der Beneluxlanden ontheft van de eventuele verplichting zich een laissez-passer te verschaffen of zich aan enige formaliteit te onderwerpen om Boven-Volta te verlaten.

#### Artikel 3

Onderdanen van Boven-Volta, die in het bezit zijn van een geldig paspoort, mogen ongeacht het land van vertrek en de te volgen reisroute het Beneluxgebied binnenkomen voor een verblijf van ten hoogste 90 dagen, zonder dat zij in het bezit behoeven te zijn van een inreisvisum en zonder dat borgstelling kan worden geëist.

Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 6 is het wel te verstaan dat de afschaffing van het visum de onderdanen van Boven-Volta ontheft van de verplichting zich aan enige formaliteit te onderwerpen om het Beneluxgebied te verlaten.

#### Artikel 4

Onderdanen van de Beneluxlanden die langer dan 90 dagen in Boven-Volta wensen te verblijven of aldaar betaalde arbeid willen verrichten, dienen zich vooraf te voorzien van een visum, dat kosteloos en overeenkomstig de daarvoor geldende voorschriften door de bevoegde diplomatieke of consulaire autoriteiten van Boven-Volta zal worden verstrekt, zonder dat een borgstelling kan worden geëist.

#### Artikel 5

Onderdanen van Boven-Volta, die langer dan 90 dagen in een der Beneluxlanden wensen te verblijven of aldaar betaalde arbeid willen verrichten, dienen zich vooraf te voorzien van een visum, dat kosteloos en overeenkomstig de daarvoor geldende voorschriften door de bevoegde diplomatieke of consulaire autoriteiten van het land waarheen zij zich begeven zal worden verstrekt, zonder dat borgstelling kan worden geëist.

## Artikel 6

Behoudens de voorgaande bepalingen is het wel te verstaan dat de vrijstelling van het zich verschaffen van een visum de onderdanen van de Beneluxlanden en de onderdanen van Boven-Volta niet ontheft van de verplichting zich te richten naar de voor vreemdelingen geldende nationale wetten en voorschriften met betrekking tot de binnenkomst, het verblijf, de vestiging en het recht van uitoefening van een winstgevende zelfstandige of bezoldigde bezigheid.

## Artikel 7

Elke Regering behoudt zich het recht voor de toegang tot haar land te weigeren aan personen, die niet in het bezit zijn van de voor binnenkomst vereiste documenten, niet beschikken over voldoende middelen van bestaan of over de mogelijkheid deze door wettelijk geoorloofde arbeid te verwerven, als ongewenst zijn gesignaleerd of beschouwd worden als personen die de openbare rust, de openbare orde of de nationale veiligheid kunnen verstoren.

## Artikel 8

In Boven-Volta gevestigde onderdanen van de Beneluxlanden kunnen dat land voor een periode van ten hoogste 90 dagen zonder andere formaliteiten dan het tonen van hun geldig nationaal paspoort verlaten en daarheen terugkeren zonder verplicht te zijn zich vooraf van een visum te voorzien voor de terugreis en zonder dat borgstelling kan worden geëist.

Indien zij voornemens zijn Boven-Volta voor langer dan 90 dagen te verlaten, moeten zij zich van tevoren in het bezit stellen van een terugkeervisum.

## Artikel 9

In een der Beneluxlanden gevestigde onderdanen van Boven-Volta kunnen dat land verlaten en daarheen terugkeren zonder verplicht te zijn zich vooraf van een visum te voorzien voor de terugreis en zonder dat borgstelling kan worden geëist, mits zij in het bezit zijn van een geldig nationaal paspoort en op voorwaarde dat hun verblijfsvergunning voor een der Beneluxlanden nog geldig is.

## Artikel 10

Elke Regering verplicht zich te allen tijde en zonder formaliteiten weder tot haar grondgebied toe te laten:

- a. haar onderdanen die het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij zijn binnengekomen;
- b. personen die dat grondgebied zijn binnengekomen met een geldig nationaal paspoort, afgegeven door de autoriteiten van België, Luxemburg, Nederland of Boven-Volta, zelfs indien hun nationaliteit wordt betwist.

## Artikel 11

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft kan de toepassing van deze Overeenkomst worden uitgebreid tot Suriname en de Nederlandse Antillen door middel van een kennisgeving door de Nederlandse Regering aan de Regering van de Republiek Boven-Volta.

## Artikel 12

Deze Overeenkomst treedt in werking op 1 januari 1969 voor de duur van één jaar. Indien zij niet 30 dagen voor het verstrijken van deze periode is opgezegd wordt zij geacht voor onbepaalde tijd te zijn verlengd. Na de eerste periode van één jaar kan elk der ondertekenende Regeringen haar met inachtneming van een termijn van 30 dagen opzeggen door middel van een tot de Belgische Regering gerichte mededeling.

Opzegging door één van de ondertekenende Regeringen heeft beëindiging van de Overeenkomst tot gevolg.

De Belgische Regering stelt de andere ondertekenende Regeringen in kennis van de ontvangst van de in dit artikel bedoelde mededeling.

## Artikel 13

Behoudens artikel 10 kan de toepassing van deze Overeenkomst door een der Overeenkomstsluitende Partijen worden geschorst.

De schorsing dient onverwijld langs diplomatieke weg aan de Belgische Regering ter kennis te worden gebracht. Deze Regering stelt de andere ondertekenende Regeringen op de hoogte van de ontvangst van deze kennisgeving. Hetzelfde geldt voor de intrekking van bedoelde maatregel.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Ouagadougou, in viervoud, in de Franse taal.

Ouagadougou, 10 december 1968.

Voor Benelux:

Voor de Regering van  
Boven-Volta:

Voor de Belgische Regering:

(w.g.) MALICK ZOROMÉ

(w.g.) M. G. WALRAVENS

Voor de Luxemburgse Regering:

(w.g.) A. J. VAN DER MAADE

Voor de Nederlandse Regering:

(w.g.) A. J. VAN DER MAADE

---

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst heeft ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens op 1 januari 1970 voor onbepaalde tijd te kunnen worden verlengd.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zijn ingevolge artikel 12, eerste lid, op 1 januari 1969 in werking getreden voor de duur van één jaar.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt de Overeenkomst voor Nederland en de Nederlandse Antillen sedert 1 januari 1969 en voor Suriname sedert 2 september 1969.

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

De Overeenkomst is in overeenstemming met het gestelde in artikel 11 door kennisgeving aan de Regering van Boven-Volta op 10 december 1968 uitgebreid tot de Nederlandse Antillen en op 2 september 1969 tot Suriname.

J. GEGEVENS

Van de op 1 april 1960 te Brussel tot stand gekomen Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied, naar welke Overeenkomst wordt verwezen in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1960, 40. Zie ook *Trb.* 1960, 102.

Uitgegeven de achttiende september 1969.

*De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,*

DE JONG.